

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### IBM FRANCE FINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 133 205 085 €  
Siège social : 17, avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex  
316 037 753 R.C.S. Nanterre

*Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par Décisions de l'Associé Unique du 12 avril 2017*

#### I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations de trésorerie et interbancaires	51 286	67 733
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	50 433	67 168
Créances sur les établissements de crédit	853	565
Opérations avec la clientèle	414 623	370 980
Créances commerciales	1 570	1 401
Opérations de crédits de trésorerie	32 329	15 716
Opérations de crédits à l'équipement	52 109	39 432
Créances sur l'affacturage	322 219	314 348
Comptes ordinaires débiteurs	6 344	0
Créances douteuses brutes	2 043	2 231
- Dépréciations	-1 991	-2 148
Créances rattachées	0	0
Créances clients	0	0
Opérations sur titres et opérations diverses	3 370	451
Valeurs immobilisées	66 768	83 474
Parts dans les entreprises liées et titres de participation	75	83
Immobilisations corporelles	18	0
Crédit bail et opérations assimilées	3 799	3 705
Location simple	46 512	46 154
Créances douteuses brutes sur valeurs immobilisées	9 216	9 567
- Dépréciations sur valeurs immobilisées	-7 694	-6 710
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	14 842	30 675
Total de l'actif	536 047	522 638

Passif	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations de trésorerie et interbancaires	3	2
Opérations avec la clientèle	102 121	92 446
Comptes ordinaires créditeurs	26 435	24 043
Comptes d'affacturage	73 477	66 548
Clients créditeurs	2 209	1 855
Dettes rattachées	0	0
Opérations sur titres et opérations diverses	24 789	26 016
Autres Passifs	10 073	15 092
Comptes de régularisation	14 716	10 924
Provisions pour risques et charges	611	473

Dettes subordonnées	58 000	58 000
Capitaux propres	350 523	345 701
Capital	133 205	133 205
Réserves	212 497	204 247
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice	4 821	8 249
Total du passif	536 047	522 638

Hors-bilan	Exercice 2016	Exercice 2015
Engagements de financement	100 475	137 938
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	684
Engagements en faveur de la clientèle	100 475	137 254
Engagements de garantie	294 296	320 234
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	41 303	41 507
Garanties reçues de la clientèle	252 993	278 727
Engagements sur instruments financiers à long terme	0	0
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements douteux	0	1 100
Total hors-bilan	394 771	459 272

## II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Exercice 2016	Exercice 2015
+ Intérêts et produits assimilés	12 783	13 117
Sur opérations de trésorerie	1	1
Sur opérations de crédits de trésorerie	507	431
Sur opérations de crédits à l'équipement	1 760	1 996
Sur opérations d'affacturage	10 458	10 689
Sur comptes ordinaires débiteurs	57	0
Sur engagements de financement	0	0
- Intérêts et charges assimilées	98	137
Sur opérations de trésorerie	0	3
Sur opérations de change	0	0
Sur comptes ordinaires créditeurs	95	36
Sur dettes subordonnées	3	98
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (loyers et indemnités, plus-values de cession)	3 012	3 447
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	2 756	2 827
+ Produits sur opérations de location simple (loyers et indemnités, plus-values de cession, coût du risque)	29 981	34 836
- Charges sur opérations de location simple (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	28 015	26 514
+ Produits sur parts dans les entreprises liées	0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations de change	106	90
+/- Autres produits et charges d'exploitation bancaire	410	-191
Produit net bancaire	15 423	21 821
- Charges générales d'exploitation	-7 902	-9 892
- Charges de personnel	-484	0
Résultat brut d'exploitation	7 037	11 929
+/- Coût du risque	85	1 018
Résultat d'exploitation	7 122	12 947
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0

Résultat courant avant impôt	7 122	12 947
+/- Résultat exceptionnel	-542	-797
- Impôt sur les bénéfices	-1 759	-3 901
Résultat net	4 821	8 249

### III. — Annexe

L'exercice social a une durée de douze mois couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

#### 1. – Description des activités

IBM France Financement SAS, société dont le capital est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III BV, a pour mission principale le financement sous toutes ses formes, y compris l'affacturage, de solutions informatiques (matériels, logiciels et services) de produits IBM ou non IBM, commercialisés en direct ou par des partenaires commerciaux IBM. Elle contribue aux résultats commerciaux et financiers d'IBM en France.

#### 2. – Faits caractéristiques de l'exercice

Le 6 octobre 2016, l'assemblée générale extraordinaire d'IBM France Financement a :

- décidé la transformation de la forme sociale d'IBM France Financement en société par actions simplifiée ;
- adopté de nouveaux statuts adaptés à la nouvelle forme sociale ;
- constaté la fin du mandat du Président directeur général, du Directeur général délégué et des administrateurs ;
- nommé les membres du Conseil de surveillance.

Le même jour, le Conseil de surveillance d'IBM France Financement a nommé le Président du Conseil de surveillance, le Président et le Directeur général délégué d'IBM France Financement.

Le 5 octobre 2016, IBM France Financement a cédé à la société Compagnie IBM France SAS « IBM France » les 500 parts sociales qu'elle détenait dans la société IBM France Location, soit 1 % du capital social de cette société.

Le 24 octobre 2016, IBM France Financement a cédé à la société IBM France la part sociale qu'elle détenait dans la société IBM Essonne Manufacturing.

Le 7 novembre 2016, IBM France a procédé à l'apport à IBM Holding France de l'intégralité des 12 220 649 actions d'IBM France Financement qu'elle détenait, représentant 99,99 % du capital et des droits de vote de celle-ci, et des créances issues de deux prêts subordonnés consentis à IBM France Financement, pour un montant de 58 millions d'euros.

Le même jour, IBM France Location a cédé à IBM Holding France la seule action d'IBM France Financement qu'elle détenait, représentant 0,01 % du capital et des droits de vote. A l'issue de cette opération IBM Holding France détient 100 % des actions et des droits de vote d'IBM France Financement.

Le 30 novembre 2016, un accord a été conclu entre la Société et IBM France portant sur la réorganisation des activités de financement. Dans le cadre de cet accord, IBM France a transféré les collaborateurs de la division « IBM Global Financing » ainsi que les actifs et passifs associés à IBM France Financement pour un prix net des dettes transférées de 1,3 million d'euros.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2016, IBM Holding France a cédé à la société IBM Global Financing Investments III BV :

- l'intégralité du capital et des droits de vote d'IBM France Financement et
- les créances issues de deux prêts subordonnés consentis à IBM France Financement, pour un montant de 57 985 160 €.

Nous vous rappelons que les opérations susvisées s'inscrivaient dans un processus de restructuration interne au niveau mondial afin de transférer l'ensemble des activités financement du groupe IBM au sein des filiales ad hoc nouvellement créées ou existantes.

L'objectif ainsi poursuivi par le groupe IBM tant en France qu'au niveau mondial était de renforcer l'expertise et l'adaptation des filiales dédiées à l'activité de financement aux réglementations financières propres à chaque pays et de consolider ces activités à une ligne de business spécifique.

#### 3. – Règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes sociaux d'IBM France Financement sont établis conformément au Plan Comptable Général et aux principes comptables généralement admis en France.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- intangibilité du bilan d'ouverture.

##### 3.1. – *Changement de méthode comptable*

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

##### 3.2. – *Principe de contagion*

Les créances sont classifiées douteuses dans les trois cas suivants :

- si elles sont rattachées à un client classifié en « Legal », c'est-à-dire qu'une action juridique est en cours. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG 6 ou 7. GRMG signifie Global Risk Management Grades et correspond à une notation interne IBM sur la solvabilité du client. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses selon le principe de contagion.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG de 1 à 5. Dans ce cas, seule la partie de la créance faisant l'objet d'un arriéré de plus de 90 jours est déclassée en créances douteuses. Le principe de contagion n'est pas applicable car la situation du client est visiblement saine et peut être démontrée sur la base d'une revue exhaustive effectuée annuellement par le service des « Affaires spéciales ».

Ces principes s'appliquent tant à l'activité Customer Financing (CUF) qu'à l'activité Commercial Financing (COF).

Le principe de contagion retenu s'étend au niveau du groupe d'appartenance du client : en effet, un client, filiale d'un groupe, ne peut être mieux noté que sa société mère, le principe de contagion est appliqué. Dans le cas contraire, la mauvaise notation d'un client, filiale d'un groupe, est reflétée dans la notation de la mère via les chiffres consolidés. L'analyse du risque filiale par filiale assure une position prudente des notations dans la mesure où la note d'une filiale peut être dégradée par rapport à la note de sa société mère.

### **3.3. – Etallement des commissions**

Les commissions reçues sur l'activité d'affacturage sont étalées de manière linéaire sur la durée du contrat en diminution des produits sur opérations d'affacturage et en contrepartie de l'encours de créance d'affacturage à l'actif du bilan.

En revanche, la société n'applique pas ce règlement s'agissant des coûts de transactions sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt compte tenu de l'impact peu significatif de celles-ci.

Ces commissions sont en effet perçues pour des contrats d'une durée moyenne de 3 ans. Elles sont comptabilisées en charges générales d'exploitation et classées en compte de régularisation au bilan. Au titre de l'exercice 2016, le montant des commissions s'élève à 0,3 million d'euros, dont 0,1 million à étaler sur l'exercice 2016.

### **3.4. – Créances et dettes**

Les créances clients sont enregistrées à la valeur nominale.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il fait l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Le passage en créance irrécouvrable s'effectue dès lors que la perte est définitive.

### **3.5. – Risque de crédit**

IBM France Financement n'ayant pas de créances restructurées à des conditions hors marché, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Une dépréciation de l'encours douteux sur opérations de prêts, sur les créances clients de l'activité crédit-bail, location simple et prêts et sur les créances d'affacturage est constatée en diminution des postes de l'actif du bilan.

Elle couvre un certain pourcentage du montant HT de l'encours douteux en fonction des garanties obtenues.

Par ailleurs, une provision à caractère statistique est constatée au passif du bilan afin de couvrir les encours de prêts et opérations assimilées présentant un risque de non recouvrement non encore identifié. Cette provision est déterminée selon la cartographie du portefeuille.

Le coût du risque comprend les dotations et reprises sur dépréciation des créances sur la clientèle et sur établissement de crédit, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent, à l'exclusion des dotations et reprises sur dépréciation des créances, relatives aux contrats de crédit-bail et de location, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent. Ces éléments sont comptabilisés respectivement dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail » et « Produits sur opérations de location ».

Conformément à la règle, les comptes sont ajustés le cas échéant en fonction des événements significatifs, postérieurs à la clôture de l'exercice, risquant de dégager des pertes ayant pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur.

### **3.6. – Titres de participation**

Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les dépréciations éventuelles des participations sont déterminées en fonction de la quote-part de capitaux propres que les titres représentent.

### **3.7. – Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles, à usage interne, sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles relatives aux opérations de crédit-bail et locations simples sont évaluées à leur coût d'acquisition. Aucun frais financier n'est immobilisé.

### **3.8. – Amortissements des immobilisations corporelles**

Les amortissements sont calculés selon les règles fiscales en vigueur, c'est à dire matériel par matériel sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

La méthode d'amortissement appliquée est l'amortissement dégressif et cet amortissement figure en totalité en minoration de l'actif.

L'avis du Comité d'Urgence du 4 octobre 2006 visant à interpréter les dispositions de l'avis 2004-25 du Conseil National de la Comptabilité relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs excluant les contrats de crédit-bail indique que les règles d'amortissement en vigueur au sein des sociétés de crédit-bail sont maintenues en l'état.

IBM France Financement, qui réalise des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et autres opérations pouvant être retraitées, en cas d'établissement de comptes consolidés, en location financement, a donc décidé de maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement.

### **3.9. – Dépréciation sur immobilisations corporelles**

La société a réactualisé la dépréciation d'actif au titre des moins-values latentes sur opérations de crédit-bail et locations simples. Cette dépréciation a été estimée en comparant, par type d'immobilisation, l'encours comptable à l'encours financier sur l'intégralité des immobilisations louées.

Par ailleurs, une dépréciation des immobilisations temporairement non louées est constituée pour ajuster la valeur nette comptable à la valeur de marché de la machine.

### **3.10. – Engagements hors bilan**

IBM France Financement constate un engagement hors bilan sur la partie non encore utilisée d'un engagement de financement.

Pour l'activité d'affacturage, la partie non utilisée des lignes notifiées fait l'objet d'un engagement hors bilan.

### **3.11. – Détermination du chiffre d'affaires**

Les loyers et commissions afférents à un contrat sont répartis de manière linéaire sur la période de financement du contrat, qu'il s'agisse de contrats de location et crédit-bail ou de contrats d'affacturage.

### **3.12. – Impôt sur les bénéfices**

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible.

### **3.13. – Implantation et activité dans les états ou territoires non coopératifs**

IBM France Financement n'a pas d'implantation ni d'activité dans les états ou territoires non coopératifs.

## **4. – Notes sur le bilan**

### **4.1. – Opérations de crédit-bail, de location simple et autres immobilisations corporelles**

(En milliers d'euros.)	Crédit-bail	Location simple	Autres immobilisations corporelles	Cumul 2016	Cumul 2015
Immobilisations au 31/12/2016	9 638	121 072	18	130 728	128 865
Immobilisations au 01/01/2016	9 991	118 874	0	128 865	151 649
Acquisitions de la période	2 750	29 365	18	32 133	27 860
Cessions de la période	-3 103	-27 167		-30 270	-50 644
Amortissements au 31/12/2016	5 392	68 807	0	74 199	73 624
Amortissements au 01/01/2016	5 624	68 000		73 624	92 382
Amortissements de la période	2 083	24 369		26 452	24 539
Amortissements sur cessions	-2 315	-23 562		-25 877	-43 297
Dépréciations au 31/12/2016	447	5 753	0	6 200	5 382
Dépréciations au 01/01/2016	662	4 720		5 382	9 176
Dotations de la période	1	1 637		1 638	0
Reprises de la période	-216	-604		-820	-3 794
Immobilisations nettes au 31/12/2016	3 799	46 512	18	50 329	49 859

Au cours de l'année 2016, les amortissements constatés ont été calculés en mode dégressif.

La dotation aux amortissements 2016 s'élève à 28,1 millions d'euros, dont 3,4 millions d'euros de dotation pratiquée au-delà du minimum linéaire.

Au 31 décembre 2016, l'excédent des amortissements pratiqués par rapport au minimum linéaire s'élève à 16,2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, la dépréciation des immobilisations pour couvrir la moins-value latente à la date de clôture s'élève à 2,8 millions d'euros, soit une dotation nette de 1,6 million d'euros et une reprise nette de 0,2 million d'euros au cours de l'exercice.

#### 4.2. – Filiales et participations

IBM France Financement détient des actions Bpifrance Financement. Pour mémoire, IBM France Financement avait acquis, en 2009, 824 actions OSEO d'une valeur nominale de 91,04 € chacune, soit pour un montant total de 75 016,96 €. Cette participation représente aujourd'hui 2 988 titres Bpifrance Financement (valorisation bilanciellement identique).

Au 31 décembre 2016, IBM France Financement ne détient plus de participation dans les sociétés IBM France Location et IBM Essonne Manufacturing.

#### 4.3. – Comptes ordinaires débiteurs

Ce compte correspond à la convention de trésorerie en euros avec IBM GF International Treasury Company Designated Activity Company pour 6,3 millions d'euros.

#### 4.4. – Opérations diverses

Ce montant est composé principalement de l'impôt sur les sociétés payé d'avance pour 1,8 million d'euros et d'autres créances pour 1,3 million d'euros.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations sur titres et opérations diverses		
TVA récupérable	260	478
Provision pour tiers et fournisseurs	-7	-26
Impôt sociétés payé d'avance	1 770	0
Autres créances	1 347	0
Total	3 370	451

#### 4.5. – Créances douteuses brutes

Les encours douteux peuvent être classifiés de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Créances douteuses sur opérations de prêts	1 995	2 095
Encours douteux compromis	105	193
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	1 890	1 902
Créances douteuses sur l'affacturage	49	136
Encours douteux compromis	0	80
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	49	56
Créances douteuses sur valeurs immobilisées	9 216	9 566
Encours douteux compromis	1 087	1 413
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	8 129	8 153

IBM France Financement n'a pas de créance douteuse sur les établissements de crédit.

#### 4.6. – Valeurs immobilisées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Valeurs immobilisées	66 768	83 474
Parts dans les entreprises liées	75	83
Immobilisations corporelles	18	0
Crédit-bail et opérations assimilées	3 799	3 705
Location simple	46 512	46 154
Créances douteuses brutes sur valeurs immobilisées	9 216	9 567
Dépréciations sur valeurs immobilisées	-7 694	-6 710
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	14 842	30 675

#### 4.7. – Dépréciations et provision du risque de crédit

(En milliers d'euros.)	Montant au 01/01/2016	Dotation de l'exercice	Utilisation de l'exercice	Reprise sans objet	Montant au 31/12/2016
Dépréciations pour créances douteuses	8 858	1 287	-274	-185	9 686
Sur encours douteux sur opérations de prêts (1)	2 078	24	-62	-50	1 990
Sur encours douteux sur créances d'affacturage	70	1	-69	0	2
Sur encours douteux sur valeurs immobilisées (2) (3)	6 710	1 262	-143	-135	7 694
Provisions pour risques et charges	473	179	0	-41	611
Provision statistique sur opérations de prêts	118	0	0	-13	105
Provision statistique sur l'affacturage	355	0	0	-28	327
Provision à caractère spécifique	0	0	0	0	0
Provision pour retraites	0	179	0	0	179

(1) dont 1,9 million d'euros correspondant à des dépréciations sur 1 seul dossier.

(2) dont 6,9 millions d'euros correspondant à des dépréciations sur 2 dossiers : un premier dossier pour 3,6 millions d'euros et un second de 3,3 millions d'euros.

(3) dont coût du risque reclassé en majoration des produits sur opérations de location simple : 1,3 million d'euros au titre de la dotation de l'exercice et 0,1 million d'euros au titre de la reprise sans objet de l'exercice.

#### 4.8. – Comptes ordinaires créditeurs

Ce montant correspond à l'avance de trésorerie de 20,0 millions d'euros consentie par IBM France, remboursée le 4 janvier 2017, et à la convention de trésorerie en dollars avec IBM GF International Treasury Company Designated Activity Company pour 6,4 millions d'euros.

#### 4.9. – Autres Passifs

Ce montant correspond principalement aux fournisseurs pour 2,4 millions d'euros, aux créiteurs divers pour 3,8 millions d'euros et à la TVA à payer pour 2,3 millions d'euros.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Autres Passifs		
Dettes fournisseurs	2 402	7 688
Dettes fiscales et sociales	3 858	3 924
Autres dettes	3 813	3 470
Total	10 073	15 092

#### 4.10. – Comptes de régularisation

Ce poste correspond à la facturation émise par avance.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Compte de régularisation passif		
Facturation d'avance	14 716	10 924
Total	14 716	10 924

#### 4.11. – Provisions pour risques et charges

Ce poste est intégralement constitué de la provision à caractère statistique calculée sur l'encours des créances d'affacturage et sur l'encours des prêts et opérations assimilées.

#### 4.12. – Dettes subordonnées

La société a contracté le 1<sup>er</sup> octobre 1999 un emprunt subordonné à durée indéterminée auprès de la Compagnie IBM France SAS, pour un montant de 18 millions d'euros, et un deuxième pour 40 millions d'euros en décembre 2005 ; soit un total emprunté de 58 millions d'euros. Il s'agit d'emprunts à durée indéterminée avec un préavis de remboursement au moins égal à 5 ans. Le taux d'intérêt applicable est le taux EURIBOR 3 mois du 1<sup>er</sup> jour ouvré du trimestre calendaire + 0,15 %.

IBM France a procédé à l'apport des créances issues de ces deux emprunts subordonnés à IBM Holding France le 7 novembre 2016, qui les a elle-même cédés à IBM Global Financing Investments III BV le 1<sup>er</sup> décembre 2016 comme évoqué au paragraphe 2 ci-dessus.

#### 4.13. – Capitaux propres

Le capital social s'élève à 133 205 085 €, divisé en 12 220 650 actions d'un montant nominal de 10,90 € chacune, entièrement libérées.

Il est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III BV.

L'évolution des capitaux propres sur le dernier exercice se décompose ainsi :

(En milliers d'euros.)	Capital	Réserve Légale	Autres Réserves et Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2015	133 205	13 321	190 927	8 249	0	345 701
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0	0
Variation des réserves et provisions	0	0	8 249	-8 249	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	4 821	0	4 821
Capitaux propres au 31/12/2016	133 205	13 321	199 176	4 821	0	350 523

#### 4.14. – Etat des créances et des dettes

Etat des créances et des dettes ventilées selon la durée résiduelle :

(En milliers d'euros.)	Total	< 1 mois	> 1 mois < 3 mois	> 3 mois < 6 mois	> 6 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans
Créances	430 266	237 062	137 794	21 830	14 123	19 457	0
Sur les établissements de crédit	853	1	251	162	12	427	0
Sur créances commerciales	1 570	1 570	0	0	0	0	0
Sur opérations de crédit de trésorerie	32 329	3 431	5 930	7 550	6 925	8 493	0
Sur opérations de crédit à l'équipement	52 109	4 383	15 885	14 118	7 186	10 537	0
Sur l'affacturage	322 219	213 912	108 307	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires débiteurs avec la clientèle	6 344	6 344					
Sur valeurs immobilisées Clients	14 842	7 421	7 421	0	0	0	0
Dettes	84 438	26 438	0	0	0	0	58 000
Sur les établissements de crédit	3	3	0	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires créditeurs	26 435	26 435	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	58 000	0	0	0	0	0	58 000

Toutes les créances et les dettes sont à terme, à l'exception des dettes sur comptes ordinaires débiteurs et créditeurs, qui sont des dettes à vue.

#### 4.15. – Publications relatives aux actifs grevés

Selon l'article 5 de l'arrêté du 19 décembre 2014 concernant la publication d'informations relatives aux actifs grevés. Les entreprises assujetties doivent publier ces informations au moins une fois par an. Selon les règles fixées par l'article 433 du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 susvisé, la publication annuelle de ces informations doit être effectuée en même temps que celle des états financiers.

Actifs (En milliers d'euros.)	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant				
Instrument de capitaux				
Titres de créances				
Autres actifs			475 806	

Garanties reçues (En milliers d'euros.)	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Garanties reçues par l'institution concernée		
Instrument de capitaux		
Titres de créances		
Autres garanties reçues		0
Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs		

<b>Actifs grevés/garanties reçues et passifs associés (En milliers d'euros.)</b>	<b>Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés</b>	<b>Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés</b>
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés		



Le tableau ci-dessous est une description générale des autres actifs considérés comme non disponibles pour être grevés.

Informations sur l'importance des charges pesant sur les actifs	
Créances sur les établissements de crédit	853
Créances commerciales	1 570
Opérations de crédits de trésorerie	32 329
Opérations de crédits à l'équipement	52 109
Créances sur l'affacturage	322 219
Créances douteuses nettes sur opérations avec la clientèle	52
Crédit-bail et opérations assimilées	3 799
Location simple	46 512
Créances douteuses nettes sur valeurs immobilisées	1 522
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	14 841
	<b>475 806</b>

## 5. – Notes sur le hors-bilan et opérations assimilées

### 5.1. – Engagements de financement, donnés en faveur de la clientèle

- 73,0 millions d'euros au titre de contrats d'affacturage pour la partie non encore utilisée par les clients (aucun client considéré comme douteux dans le cadre du principe de contagion) ;
- 16,5 millions d'euros au titre de contrats de crédit-bail, location et prêts pour la partie non encore utilisée par les clients ;
- 11,0 millions d'euros au titre de contrats de crédit-bail, location et prêts sur le point de se dénouer.

### 5.2. – Engagements de garanties, reçus des établissements de crédit

- 41,3 millions d'euros au titre de cautions bancaires reçues sur l'ensemble de l'activité.

### 5.3. – Engagements de garanties, reçus de la clientèle

- 253,0 millions d'euros au titre de cautions reçues des sociétés mères sur l'ensemble de l'activité.

## 6. – Notes sur le compte de résultat

### 6.1. – Opérations de crédit-bail et location

Le détail du résultat sur l'activité de crédit-bail et location est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3 012	3 447
Loyers	2 796	3 252
Indemnités	0	1
Reprise de dépréciation	216	194
Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>2 756</b>	<b>2 827</b>
Amortissements	2 082	2 205
Dépréciation	1	0
Moins-values de cession	673	622
+ Produits sur opérations de location simple	<b>29 981</b>	<b>34 836</b>
Loyers	30 257	30 363
Indemnités	248	993
Reprise de dépréciation	604	3 601
Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	-1 128	-121
- Charges sur opérations de location simple	<b>28 015</b>	<b>26 514</b>
Amortissements	24 369	22 334
Dépréciation	1 637	0
Moins-values de cession	2 009	4 180

### 6.2. – Intérêts sur dettes subordonnées

Le montant des intérêts afférents aux dettes subordonnées est quasi nul en 2016. Le taux d'intérêt applicable est le taux EURIBOR 3 mois du 1<sup>er</sup> jour ouvré du trimestre calendaire + 0,15 %.

**6.3. – Commissions**

Les commissions d'affacturage reçues entrant dans le champ d'application du règlement n° 2009-03 sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie effective du contrat.

S'agissant des commissions « apporteurs d'affaires » sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt, l'étalement n'a pas été effectué au titre de l'exercice 2016 compte tenu du faible impact de celui-ci (0,02 million d'euros).

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Commissions reçues		
Commissions affacturage	10 458	10 689
Commissions versées		
Commissions apporteurs d'affaires	275	334
Total	10 733	11 022

**6.4. – Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Charges générales d'exploitation		
Impôts et taxes	232	167
Rémunérations d'intermédiaires	814	834
Services extérieurs et crédit d'assurance	6 856	8 891
Total	7 902	9 892

**6.5. – Résultat exceptionnel**

La société IBM France Financement a constaté en 2016 une charge exceptionnelle de 0,6 million d'euros et un produit exceptionnel quasi nul.

**6.6. – Coût du risque**

Le détail du coût du risque est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation
Dotation aux provisions pour dépréciation sur créances douteuses	-56	-83	27
Reprise sur provisions pour dépréciation sur créances douteuses	101	336	-235
Reprise pour utilisation - Passage en perte	274	6 816	-6 541
Passage en perte sur créances irrécouvrables	-274	-6 816	6 541
Dotation en provision statistique	0	0	0
Reprise de provision statistique	41	65	-25
Sous-total	85	318	-233
Dotation en provision spécifique	0	0	0
Reprise de provision spécifique	0	700	-700
Total coût du risque	85	1 018	-933

Le coût du risque relatif aux contrats de location et de crédit-bail reclassé dans le produit net bancaire est déduit sur chaque poste du coût du risque ci-dessus.

**6.7. – Rémunérations des membres du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration a alloué une somme de 10 000 € à chaque administrateur au titre des jetons de présence pour la durée de leur mandat, qui a expiré au jour de la transformation d'IBM France Financement en société par actions simplifiée.

**6.8. – Impôt sur les bénéfices**

La dette future d'impôt à long terme, calculée au taux de 34,43 %, peut se résumer comme suit (ce taux sera amené à varier d'ici 2020 pour passer à 28,9 %) :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Ilègement de la dette future d'impôt		
Provision statistique	149	163
Provision spécifique	0	0
Dépréciations immobilisations corporelles	2 109	1 853
Dépréciations créances douteuses	1 955	2 715
Contribution sociale de solidarité	17	17
Etalement commissions	464	516
Total	4 694	5 264

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2016 correspond à l'impôt courant de l'exercice et s'élève à 2,0 millions d'euros.

**6.9. – Effectifs**

Le nombre de personnes employées par IBM France Financement à fin décembre 2016 se ventile de la façon suivante :

	2016	2015
Cadres (1)	54	0
Maîtrises et assimilés	0	0
Employés	0	0
Total	54	0
<i>(1) Dont 8 apprentis.</i>		

**6.10. – Honoraires des commissaires aux comptes**

Au cours de l'exercice 2016, les charges relatives aux honoraires des commissaires aux comptes se sont élevées à 0,1 million d'euros, dont 0,05 million d'euros pour la société PricewaterhouseCoopers Audit et 0,05 million d'euros pour la société Deloitte afférents à la certification des comptes. Des honoraires ont également été versés pour 0,015 million d'euros à la société PricewaterhouseCoopers Audit et 0,015 million d'euros à la société Deloitte dans le cadre de la transformation de Société Anonyme en Société par Actions Simplifiées.

**7. – Rapprochement entre comptes sociaux et comptes financiers**

Les caractéristiques juridiques des contrats de location proposés par IBM France Financement permettent de ventiler ces derniers en deux catégories :

- crédit-bail et opérations assimilées ;
- location simple.

Conformément à l'approche prudentielle générale suivie dans le secteur bancaire en France, les principes de la comptabilité financière s'appliquent à la première catégorie.

**7.1. – Réserve latente**

Celle-ci est égale à la différence entre l'encours financier et l'encours comptable des immobilisations louées au titre d'opérations de crédit-bail et assimilées.

L'encours financier est égal au capital restant dû sur l'ensemble des contrats en cours, diminué de la provision pour risques et auquel il faut ajouter le montant d'intérêts courus non échus.

L'encours comptable correspond à la valeur nette comptable des immobilisations, c'est-à-dire aux prix d'achat HT des matériels loués déduction faite des amortissements et provisions.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Encours financier	4 130	3 916
Encours comptable	3 799	3 705
Ecart positif entre créances rattachées et comptes de régularisation	108	127
Réserve latente brute	439	338
Impôt latent (1)	-151	-116
Réserve latente nette	288	222
<i>(1) L'impôt sur la réserve latente est calculé au taux de 34,43 % en 2016.</i>		

**7.2. – Capitaux propres financiers**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Capitaux propres sociaux (résultat inclus)	350 523	345 701
Réserve latente nette	288	222
Capitaux propres financiers	350 811	345 923

**7.3. – Résultat financier**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation
Résultat social	4 821	8 249	-3 428
Evolution de la réserve latente nette	66	-104	170
Résultat financier	4 887	8 145	-3 258

**8. – Evénements post-clôture**

Aucun événement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, n'est intervenu entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 5 avril 2017, date d'arrêt des comptes par le Président, comptes soumis à l'approbation de l'Associé unique le 12 avril 2017.

**Titres et participations**

Dénomination	Adresse du siège social	Nombre actions	% d'intérêt	Nombre actions	% d'intérêt
		2016	2016	2015	2015
IBM France Location SNC	17, avenue de l'Europe 92275 Bois Colombes Cedex N° SIREN : 338 878 101	0	0 %	500	1 %
IBM Essonnes Manufacturing	17, avenue de l'Europe 92275 Bois Colombes Cedex N° SIREN : 414 940 049	0	0,00 %	1	0,04 %
Bpifrance Financement	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex N° SIREN : 320 252 489	2 988	0,0032 %	2 988	0,0032 %

**IV. — Affectation du résultat**

L'associé unique approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que les comptes clos le 31 décembre 2016 font apparaître un bénéfice de 4 821 395,81 €, décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016, soit	4 821 395,81 €
Le compte « Report à nouveau » étant nul et le compte « Réserve légale » étant intégralement doté,	
Distribution en totalité en dividendes, soit	4 821 395,81 €
Soit 0,39 euros environ par action.	

Il est précisé que l'intégralité du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 est éligible pour l'associé y ayant droit à l'abattement de 40 % tel que prévu par l'article 158.3.-2 du Code général des impôts.  
Cette distribution sera mise en paiement avant le 30 septembre 2017.

Conformément à la loi, l'associé unique constate qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

**V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société IBM France Financement SAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. — Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**II. — Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

**Dépréciation et provisionnement des risques de crédit et de contrepartie**

La société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 3.5, 4.5, 4.6 et 6.6 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et de portefeuilles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. — Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 11 avril 2017

*Les Commissaires aux comptes :*

PricewaterhouseCoopers Audit  
Nicolas Montillot  
Associé

Deloitte & Associés  
Jean-Vincent Coustel  
Associé

## **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.

Enregistrer  
**1702066**